

La Revue Canadienne,

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

LOUIS. O. LE TOURNEUX, REDACTEUR EN CHEF.

PARAISANT LES Mardi et Vendredi

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
(Payable d'avance.)

Abonnement au Journal semi-hebdomadaire seul,	21 0 0
Abonnement à l'Annuaire, Manuel, Almanach,	21 0 0
Aux deux publications réunies,	41 10 0
PRIX DES ANNONCES.	
Six lignes et au-dessous, première insertion,	2s. 0d.
Dix lignes et au-dessous, première insertion,	2s. 0d.
Au-dessus par lignes,	ad.
Toute insertion subséquente, au quart du prix. (Affranchir les lettres.)	

Education.

Industrie.

Progrès.

Contemporains Illustres.

M. DE CORMENIN.

(Suite et fin.)

Le premier pas de M. de Cormenin dans la carrière politique date de 1828; les électeurs d'Orléans l'envoyèrent à la chambre où il arriva avec une réputation de savoir due à ses rudes travaux au conseil-d'Etat et accrue par son récent ouvrage sur le droit administratif. Il y a plaisir à le suivre dans cette première période de 1828 à 1830. Cet homme que vous voyez aujourd'hui taciturne et muet sur son banc, qui s'est créé au dehors une puissance énorme et dont la seule apparition à la tribune a suffi naguère pour soulever de violents orages, cet homme avait alors le privilège d'éveiller sur tous les bancs un sentiment de sympathie presque unanime. Il parlait assez souvent ou plutôt il lisait et ses discours soigneusement travaillés, portant presque toujours sur des matières qu'il possédait parfaitement, brillaient à la fois par l'éclat de la forme et la solidité du fond. En feuilletant le *Moniteur*, je n'ai presque jamais rencontré le nom de M. de Cormenin sans le voir accompagné de la flatteuse parenthèse (profond silence) ou (mouvement marqué d'attention). Quoique maître des requêtes, M. de Cormenin avait pris place au centre gauche, à côté de M. Dupin, et ces deux personnages, que les événements ont depuis placés si loin l'un de l'autre, étaient alors étroitement unis d'amitié et d'opinion. L'opposition de M. de Cormenin était éminemment modérée et gouvernementale, bien que franche, parfois même audacieuse, eu égard à sa qualité de fonctionnaire; ainsi le 23 mai, dans un savant discours sur l'interprétation des lois après cassation, M. de Cormenin qualifiait les délits de la presse de délits d'opinion, et ajoutait qu'ils ne devaient être jugés que par des juges d'opinion, c'est-à-dire par le jury. Séparé de son collègue, M. Dupin, dans les questions d'appel comme d'abus, il combattait la dévolution de ces appels aux cours royales, comme attentatoires à la majesté de la religion, qu'il ne fallait pas, disait-il, exposer aux sifflets de la plaidoirie orale dans la personne de ses ministres; il prononçait plusieurs éloquents discours contre les abus du cumul, il attaquait les dotations, l'énormité des budgets, et tout cela avec une parole singulièrement grave, élevée, conciliatrice. Ainsi, à propos des dotations de la pairie, il disait: "Messieurs, l'union politique des deux chambres, dont le roi tient le faisceau dans ses mains, est trop ferme et trop serrée pour qu'une considération, et surtout des considérations d'argent, puissent jamais la rompre; et moi aussi j'aurais comme tant d'autres des raisons pour jeter dans l'urne un vote conciliateur, et moi aussi je voudrais être agréable à ceux qui reçoivent, mais je dois être avant tout secourable à ceux qui souffrent, à ceux qui paient, à ceux qui nous ont envoyés."

Ailleurs, M. de Cormenin combat avec sollicitude pour les droits de la prérogative royale; il félicite la Convention qu'il appelle une dictature insensée, un monstrueux accouplement de pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires; renonce de lui-même, pour alléger le budget, à l'indemnité de mille écus qui lui avait été accordée comme membre de la commission de liquidation du milliard concédé aux émigrés, en déclarant qu'il met bien au-dessus de ce léger sacrifice l'honneur de servir le roi et le pays. En un mot, tous ses discours de cette époque annoncent un esprit calme, imbu d'idées constitutionnelles, et sincèrement dévoué à la monarchie.

Comment M. de Cormenin est-il devenu démocrate et pamphlétaire? Nous l'allons voir. Il est assez universellement reçu aujourd'hui, parmi les radicaux, que l'origine des opinions actuelles de M. de Cormenin se perd dans la nuit des temps, que la chute des Bourbons a été par lui dès longtemps prévue et désirée. Je pense, au contraire, et en cela je ne crois point faire injure à M. de Cormenin, que tout en désapprouvant les actes qui ont conduit la restauration à sa perte, il a été sincèrement légitimiste jusqu'au 6 août. Un esprit aussi logique que le sien ne pouvait pas ainsi, d'un seul bond, passer brusquement de l'idée monarchique qu'il avait déclarée vitale et sacrée à l'idée démocratique; et j'en vois la preuve dans l'inaction même de M. de Cormenin durant les trois jours; M. de Cormenin était à Paris lors de l'apparition des ordonnances, il avait fait partie des 221, et j'ai vainement cherché son nom au bas de la protestation des députés contre les ordonnances. Je ne le vois pas figurer davantage, ni à la réunion Laflitte, ni à l'Hôtel-de-Ville, et je tiens d'une source que j'ai tout lieu de croire certaine, que dans une réunion particulière composée de membres du conseil-d'Etat, il soutint vivement

qu'après l'abdication de Charles X et la renonciation du duc d'Angoulême il n'y avait qu'une seule royauté logiquement possible, celle de Henri V, et j'ajoute que tout cela n'est nullement en contradiction avec les idées et avec les actes postérieurs de M. de Cormenin; en effet, et ici je parle d'après lui-même, la dynastie du droit divin étant définitivement repoussée, il pensa qu'on ne pouvait en établir une nouvelle qu'en l'appuyant sur le principe de la souveraineté du peuple; que ce principe nécessitait de la part du peuple, un acquiescement non-seulement tacite mais formel; qu'il y avait donc lieu à convoquer les assemblées primaires à l'effet d'obtenir d'elles un mandat constituant. La démission de M. de Cormenin fut la conséquence de cette pensée.

"En arrivant à la chambre, dit M. Bérard dans ses souvenirs, je rencontrai dans un des couloirs Cormenin qui venait de donner sa démission. Le motif de cette démission était l'absence d'un mandat régulier pour ce que nous allions faire. Ce scrupule de conscience était certainement respectable, mais si nous l'eussions tous éprouvé, que n'est devenue la tranquillité du pays?" Ce n'est pas ici le lieu d'examiner la question de savoir qui avait raison, de M. Bérard, admettant l'impérieuse nécessité inscrite en tête de la nouvelle charte, ou de M. de Cormenin n'admettant que l'impérieuse logique. J'ai voulu seulement établir les faits sous leur véritable jour.

Après avoir donné sa démission, M. de Cormenin se présenta de nouveau devant les électeurs d'Orléans qui refusèrent de lui rendre leur mandat. Ce refus pourrait bien être la conséquence même de cette logique inflexible qui avait guidé M. de Cormenin; pour lui, en effet la question monarchique n'était pas encore une question décidée; c'était une question réservée; sa profession de foi se ressentit de cette singulière position; elle n'était ni monarchique, ni radicale, elle était vague: "Point d'anarchie," disait M. de Cormenin, mais point de despotisme; point de guerre, mais point de tache au drapeau national; la révolution de juillet, mais avec ses conséquences; la charte de 1830 mais la charte améliorée: sagesse dans les lois, force dans le gouvernement, liberté dans la nation, voilà mes principes." Les électeurs d'Orléans, pensèrent que cette déclaration disait tant de choses, qu'elle ne disait rien, et M. de Cormenin ne fut pas réélu.

Après cet échec, il se présenta devant les électeurs de l'Aix. N'ayant pas les pièces sous les yeux, je ne sais si, devant eux, il fut plus explicite; toujours est-il qu'ils le renvoyèrent à la chambre en octobre 1830; là son attitude ne fut pas tout d'abord hostile à la royauté de juillet, sa première pensée fut une pensée d'ordre, sa première parole une parole éminemment gouvernementale. Le 13 novembre, lorsque fut discutée la loi sur les *Récompenses nationales*, en présent un article additionnel touchant le port illégal de la croix de juillet, il disait: "Ne peut-on pas craindre que, dans une émeute, des factieux déguisés n'usurpent ce signe d'honneur et n'en abusent pour égarer le peuple?" "Il faut relever cette décoration aux yeux des braves qui la porteront, et qui, ayant combattu et vaincu au nom de l'ordre, seront en quelque sorte les constables populaires de l'ordre."

J'avoue que j'ai quelque peine à faire cadrer ceci avec la phrase suivante, de la lettre de M. de Cormenin à Casimir Perier, écrite deux ans plus tard: "Que venez-vous toujours nous jeter à la tête votre royauté de juillet! Me prenez-vous pour un usurpateur de la souveraineté du peuple? Vous voulez parler apparemment de la royauté du 10 août, et celle-là vous savez qui l'a faite."

En juin 1831, après la dissolution de la chambre, M. de Cormenin fut réélu par quatre collèges électoraux; il opta pour celui de Belley et, à l'avènement du ministère Périer, sa pensée radicale commença à se dessiner de plus en plus vive et tranchée, en même temps que se manifestait en lui le talent jusqu'alors enfoui du pamphlétaire. Ses lettres sur la *Liste civile* furent son premier essai de ce genre; la forme piquante, acerbe, injurieuse de ce premier pamphlet lui valut d'une part un très beau succès, et d'autre part, de violentes attaques; or, M. de Cormenin est une de ces natures d'artiste que le succès enflamme et que l'attaque en flamme encore plus que le succès; il se lança avec une audace plus grande dans la voie nouvelle qui s'ouvrait devant lui; il publia successivement les lettres sur l'*Apanage*, les *Très humbles Remontrances*, la *Défense de l'évêque de Clermont*, puis enfin les *Questions scandaleuses d'un Jacobin*, dont l'immense retentissement n'a pas peu contribué au rejet de la loi de dotation, et qui a valu à son auteur une superbe ovation populaire sous la forme d'une médaille d'or, composée avec les gros sous de je ne sais combien de milliers de prolétaires.

En ce moment, le malin pamphlétaire s'occupe d'une nouvelle production qui s'appellera, je crois, *les Orties*; ce titre est peu rassurant pour ceux qui peuvent redouter d'être fustigés. Timon ne voulant pas de son élection biographique, et demandant qu'on s'explique nettement, j'aurais encore quelques mots à dire sur

ses *Orateurs parlementaires*, sur le caractère particulier de sa dialectique, l'ensemble de ses pamphlets et leur influence; mais, comme le papier me manque, je renvoie cela à la prochaine livraison.

C'est dans l'intervalle de ses luttes politiques que Timon publia, par fragments, dans la *Nouvelle-Minerve*, ses *Orateurs parlementaires*, réunis depuis en deux volumes, dont le premier, consacré aux orateurs de la restauration, renferme quelques préceptes généraux sur l'art oratoire que Timon ne pratique pas, mais qu'il professe avec une rare sagacité. M. de Lamennais, qui est maître passé en fait de style, prétend, m'a-t-on dit, que cet ouvrage est un des plus remarquables que la langue française ait produit depuis cinquante ans. Ce livre est en effet délicieusement écrit, large d'idées, mélangé de gravité et d'ironie, et à mon sens bien supérieur aux pamphlets. Timon fait tout ce qu'il veut de sa plume; mais peut-être abuse-t-il un peu de cette souplesse de main. Quand il tient une figure, et qu'elle lui apparaît en beau ou en laid, il ne se contente pas de la copier d'après nature, il la refait; les grands peintres négligent parfois leur modèle, l'idéal leur tient lieu de ressemblance. Je ne puis analyser ici tous les pamphlets de M. de Cormenin, dont le succès s'explique non-seulement par les passions qu'ils soulèvent, mais encore par un très grand talent de style et un caractère d'originalité incontestable. Quand au fond, la plupart ont trait à des questions de chiffres, questions compliquées et difficiles. L'auteur avait pour les traiter l'avantage d'une grande expérience administrative. Il ne m'appartient pas de critiquer l'exactitude des chiffres posés par lui et sa manière de les grouper; je m'en tiens à l'observation générale que j'ai déjà indiquée, et qui s'applique plus particulièrement au côté politique du pamphlétaire.

M. de Cormenin est l'esprit, non pas le plus vaste et le plus élevé, mais peut-être le plus logique et aussi le plus absolu de l'école radicale. Or, comme le disait dernièrement M. Garnier Pagès à la tribune, il faut se défier des esprits absolus. Le défaut de ces sortes d'esprits est de ne se préoccuper que d'un côté de la question, de défigurer et de rapetisser toutes choses, en oubliant toutes choses. Quand M. de Cormenin a fait de l'économie, il a dit l'économie, et il est tombé dans le mesquin, pour ne pas dire le ridicule: c'est ainsi qu'il est venu nous parler de transformer le musée de Versailles en un atelier de couture, et le Carroussel en un jardin potager. Quand il a dogmatisé en politique, il a outré le dogme, il s'est prosterné devant le chiffre, il a compté les suffrages au lieu de les peser. Quand il a fait de la critique et du sarcasme, il a outré la critique et le sarcasme. Et alors, lui qui est un homme de paix, de méditation et de savoir; lui, rompu par une longue pratique des affaires à toutes les difficultés qui entourent l'exercice du pouvoir, il s'est jeté à corps perdu dans ce pitoyable esprit de dénigrement quand même, qui rétrécit les âmes, anéantit le respect et use tous les ressorts de la machine sociale. Il est hors de doute que tout n'est pas au mieux dans notre monde, que les abus ne manquent pas, que le fait prévaut souvent contre le droit, et que ce serait une belle tâche, bien digne du talent et du caractère de M. de Cormenin, de lutter sans cesse contre le fait, pour qu'au moins le droit ne soit pas prescrit. Mais si l'optimisme politique est toujours une niaiserie ou une lâcheté, le pessimisme n'a-t-il pas aussi ses dangers? Un pamphlet doit-il donc absolument se passer d'équité? Est-ce bien servir la cause de la démocratie que de rabaisser sans mesure les hommes et les choses d'aujourd'hui? Comment donneriez-vous au peuple cette grande foi, sans laquelle il n'est pas pour lui de grandes destinées, quand vous aurez monté son intelligence à un tel ton d'ironie et de dédain? On ne bâtit un édifice durable que sur un terrain solide, et le présent servira toujours de base à l'avenir.

FEUILLETON.

LE DERNIER DES GROGNARDS,

La Comtesse d'Harleville

LE MARGUILLIER.

II.

(Suite.)

UN GROGNARD PUR SANG.

Le colonel Hector d'Harleville était un de ces hommes essentiellement nés pour le métier des armes. D'une nature vigoureuse, comme la noblesse française en a fourni grand nombre à la patrie, Hector était d'un caractère froid, qui n'excluait cependant pas la franchise. Il avait manifesté, dès sa jeunesse, l'antipathie la plus prononcée pour les liens du mariage, et

uniquement amoureux de son état, il n'entrevoit d'autre bonheur que celui de servir son pays, d'autre fin que celle de mourir sur un champ de bataille. Les événements politiques de 1815 vinrent ruiner toutes ses espérances; mais ces événements furent supportés par lui avec ce calme et cette résignation qui conviennent à un gentilhomme. Professant pour madame de Mennecey la plus tendre amitié et la plus expansive reconnaissance, d'Harleville ne laissait pas de conserver son libre arbitre pour défendre ses principes et ses opinions, et sa descendance pour sa tante n'allait pas jusqu'à abdiquer ses vieilles affections, et à rougir, comme quelques autres de sa caste, de la cause qu'il avait embrassée et défendue pendant quinze ans avec bravoure et succès.

Quant au sergent Bourguignon, c'était un de ces braves que la patrie en alarmes fit surgir du sol en 1792. Enlevé à la charrie dès l'âge de seize ans, Magloire Bourguignon était parti de la Franche-Comté lors de la première réquisition, et depuis cette époque, n'avait cessé de suivre le drapeau de la France, tantôt en Belgique, tantôt en Italie, tantôt en Egypte. Il était entré dans la garde consulaire peu de temps après la bataille de Marengo, où il s'était distingué de façon à mériter un fusil d'honneur qu'il échangea, trois ans plus tard, contre l'étoile de la Légion d'honneur. Puis il avait fait, dans la garde impériale, les immortelles campagnes d'Austerlitz, d'Iéna et de Wagram; puis il était allé en Russie; et, après la malheureuse campagne de France, il avait suivi Napoléon à l'île d'Elbe, était revenu à Paris avec lui, et enfin avait terminé ses longues pérégrinations guerrières à Waterloo, dans ces mêmes plaines de la Belgique où, vingt-trois ans auparavant, il avait si glorieusement inauguré sa carrière de soldat, sous les enseignes de la république, alors une et indivisible.

Bourguignon possédait toutes les qualités et tous les défauts des soldats d'élite, surtout de ces vieux de la vieille, comme on les appelait vulgairement, et que Napoléon, dans son style pittoresque, avait qualifiés de *grognards*!... Toujours mécontents, même au milieu du calme et de l'abondance de la paix, ces intrépides guerriers maniaient la plainte et le sarcasme, comme ils maniaient le fusil et la baïonnette. Il y avait dans ces hommes, plus d'un Juvénal et plus d'un Despréaux. La satire, mais une satire fine, ingénieuse, quelquefois acérée, et circonscrite dans un langage un peu inculte, quoique plein de tropes, de métaphores et ne manquant pas d'une certaine poésie, s'échappait de leurs lèvres souvent noircies par la poudre. Ils appelaient leur Empereur le *Petit-Tondu*, et dans ce sobriquet caractéristique, il y avait quelque chose qui rappelait l'ancienne égalité républicaine, car les soldats de la vieille garde portant tous la queue, et pour la plupart, comptant plus de campagnes que Napoléon ne comptait encore d'années, se vengeaient ainsi de la haute fortune de celui qu'ils appelaient plus communément encore le *Petit-Caporal*. Par une innocente désignation, les grenadiers de l'île d'Elbe, en 1815, surnommèrent Napoléon *Jean de l'Épée*. Dans ce sobriquet plein de justesse, ces hommes semblaient deviner tout ce qu'il y avait de témérité et d'audace dans une entreprise telle que celle de son débarquement à Cannes. En effet, sans alliés, sans troupes, et confiant dans le prestige de son nom et de son épée de bataille, Napoléon marcha sur Paris pour y reprendre une couronne garantie aux Bourbons par tous les rois de l'Europe, encore à la tête de leurs armées: on sait le reste.

Au surplus, les soldats de la vieille garde n'eussent admis que pour leur Empereur bien-aimés les épithètes et les sobriquets. Jamais leurs chefs ne furent baptisés de surnoms. Ils respectaient et aimaient leurs officiers dont ils savaient apprécier les vertus guerrières, parce que, pour commander à de tels individus, il fallait avoir fait ses preuves. Ils idolâtraient leur Empereur, c'est vrai, mais cette idolâtrie était toujours tempérée par des épigrammes incessantes qui ne pardonnaient rien.

Bourguignon grognait donc; mais sans avoir le moindre fiel au cœur. Tête à tête avec sa pipe, et même en face d'un flacon de vin, il faisait des grimaces à effrayer vingt Cosaques; mais au fond de l'âme il était satisfait et content. Du reste, d'un courage à toute épreuve et d'un sang-froid étonnant, Bourguignon avait su, dans toutes les occasions périlleuses, donner d'éclatants témoignages de sa bravoure. S'il avait su autre chose que lire et écrire, et surtout s'il avait été moins frondeur, il serait inmanquablement parvenu au grade d'officier, en consentant d'abord à passer dans un régiment de ligne; mais il tenait à mourir dans sa paroisse, comme il appelait son régiment, et envoyait faire... leur barbe (c'était encore une de ses expressions) ceux qui l'invitaient à quitter l'épaulette de laine pour l'épaulette d'argent, et disant:

— Cette laine-là vaut pour moi de la graine d'épinards. Je ne suis pas un mouton pour me laisser tondre, je veux garder ma laine: malheur à ceux qui tenteraient tant seulement de la défriser; je ne dis pas cela parce que voilà la chose!

Or, ces mots: voilà la chose! étaient le re-

frain ordinaire du sergent, le résumé de toutes ses déterminations, la froide péripétie de tous ses discours; seulement il variait la façon de prononcer ce dicton selon les individus, les circonstances et le sentiment qui l'agitait. Était-il content? sa figure s'épanouissait, ses yeux devenaient brillants, et il disait d'un ton ému: "Voilà la chose!..." Était-il de mauvaise humeur? un de ses chefs avait-il passé devant lui sans le regarder, ou un supérieur lui aurait-il fait une observation qui agaçait sa susceptibilité? le sergent devenait sombre, ses sourcils se rapprochaient, il baissait tristement la tête, et répétait en étouffant un soupir: "Voilà la chose!"

Bourguignon était donc resté sergent de grenadiers et il le serait probablement encore si la garde impériale n'avait pas cessé d'exister. Au reste, il avait de l'esprit naturel, et ce qui vaut mieux que l'esprit, du bon sens joint à une grande rectitude de jugement. Sa réputation était si bien établie sous ce rapport, que, dans la retraite de Moskow ses chefs lui donnèrent d'un commun accord la mission de distribuer les vivres en arrivant à Smolensk. Cette mission était difficile et délicate à remplir, car les soldats, même ceux de la vieille garde, étaient devenus exigeants par suite des malheurs de la retraite. Bourguignon, s'acquitta de ce qu'il appelait sa *corvée*, avec justice et fermeté, et y déploya même un tact qui fit dire au général qui commandait le corps:

— Il y a dans ce gaillard-là de l'étoffe pour faire deux majors.

Le sergent était grand, vigoureux et d'une figure qui ne manquait pas d'une certaine dignité. Son visage, hâlé et tanné par les feux du soleil d'Égypte et par les neiges de la Russie, était décoré d'une superbe balafre qu'il avait reçue à Eylau, ce qui lui avait fait donner au régiment le surnom de *Balafre*, qu'il avait accepté avec une sorte d'orgueil, sans se douter qu'un prince de la maison de Lorraine avait jadis porté et illustré ce sobriquet glorieux. D'une franchise qui allait quelquefois jusqu'à l'insulte, Bourguignon professait pour son colonel le respect le plus sincère et l'attachement le plus absolu, "car, disait-il, je l'ai vu à la besogne, et c'est un trouper fini." Ces mots résumaient chez le sergent toutes les vertus humaines.

III.

DEUX FEMMES.—REGARD RETROSPECTIF.

La marquise Yolande Mennecey avait eu le bonheur de conserver une partie de ses biens pendant la révolution, malgré l'émigration de son époux, maître des camps et armées du roi, mort dans les rangs de l'armée de Condé, en 1796. A peine âgée de trente ans, la marquise s'était donc trouvée veuve avec une fortune assez considérable, et mère d'une petite fille de deux ans, appelée Cécile. Elle résolut alors de se retirer du monde et de se confiner dans le château de Mennecey, que lui avaient légué ses pères. Vers cette époque, la marquise ayant appris que sa sœur, qui avait épousé le comte d'Harleville, capitaine au régiment de Royal-Vaisseau, était morte en Autriche, où elle avait suivi son mari, émigré, de même que son beau-frère, Madame de Mennecey voulut tenir lieu de mère au jeune Hector d'Harleville, son neveu, et, à cet effet, l'appela à Paris, où elle lui fit suivre les cours des écoles centrales (auxquelles succédèrent plus tard les lycées). Sur les pressantes sollicitations du jeune homme, il entra dans une école militaire, d'où il sortit officier deux ans après. Hector se distingua d'une manière particulière à Austerlitz, et fut fait chevalier de la Légion d'honneur sur le champ de bataille même. De 1806 à 1815, toutes les campagnes de la grande armée lui valurent des grades et des blessures. Nommé colonel pendant les campagnes de Saxe, en 1813, d'Harleville entra au commencement de 1814 dans la vieille garde, Napoléon lui ayant confié le commandement en second du 1er régiment de grenadiers.

Bien que fort opposée au gouvernement impérial, la marquise de Mennecey ne vit pas sans un secret plaisir la brillante carrière parcourue par son neveu; la fortune militaire de d'Harleville était son ouvrage, et comme femme et parente, la marquise s'enorgueillissait de la splendeur d'une épée qui défendait une cause que cependant elle haïssait.

Le retour des Bourbons, en 1814, la combla de joie; elle voulut faire entrer son neveu dans la maison royale du roi, mais le colonel d'Harleville lui répondit qu'il n'abandonnerait jamais le régiment que l'Empereur lui avait confié, et que le roi avait daigné lui laisser. Le colonel fut envoyé à Nancy avec la vieille garde, qui prit le nom de grenadiers royaux, et profita de cette oisiveté pour aller voir son père, qui se mourait à Vienne, au moment qu'il allait enfin s'acheminer vers la patrie si longtemps absente. Après avoir reçu le dernier soupir du comte d'Harleville, le colonel se préparait à retourner à Nancy, lorsqu'il apprit tout à coup les événements du 20 mars, et l'arrivée de Napoléon à Paris. Il hésita, non sur le parti qu'il avait à prendre, car ce parti était tracé par l'honneur, mais sur la manière d'être encore utile à son pays, lorsqu'il reçut l'ordre du ministre de la guerre de